

RGPH 2014 : Caractéristiques éducatives de la population tunisienne

Par Habib TOUHAMI

On ne saurait apprécier l'évolution des caractéristiques éducatives de la population tunisienne (analphabétisme, scolarisation, répartition de la population selon le niveau d'instruction) avec le recul et l'objectivité nécessaires sans revenir brièvement sur le bilan éducatif laissé à la charge de la Tunisie indépendante par le colonialisme français.

En 1956, le pays comptait 5125 instituteurs dont 3637 Tunisiens, 1957 professeurs et autres enseignants dans les établissements du second degré, 729 établissements du primaire et 104 établissements du second degré. En 1955-56, les effectifs des élèves de l'enseignement primaire s'élevaient à 251.312, ceux de l'enseignement secondaire à 15.569. Le nombre d'étudiants tunisiens inscrits en Tunisie s'élevait à 1860 en 1960-61, dont 254 dans l'enseignement supérieur zeitounien. A cette date, le nombre d'étudiants tunisiens poursuivant leurs études à l'étranger variait entre 1000 et 1500 selon sur les sources.

En 1946-47, le taux de scolarisation des élèves de l'enseignement du 1^{er} et du 2^{ème} degré atteignait à peine 10%. Il passa certes à 32% en 1956-57, mais cette amélioration profita aux enfants de souche européenne et à un degré moindre aux enfants tunisiens des villes de concentration de la population européenne. Le taux de scolarisation était de 54% dans la région tunisoise; 9% dans la région de Kasserine et 15% dans le Nord-Ouest (le Kef, Jendouba et Béja).

En 1956, le taux global d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus avait atteint 84,7% en Tunisie (96% pour les femmes et 74,5% pour les hommes).

En 1960, le taux d'analphabétisme des adultes était de 76% en Tunisie, 88% en Algérie et 89% au Maroc. Quant au taux de scolarisation, il atteignait à peine 30% en Tunisie, 20% en Algérie et 17% au Maroc.

Le bilan éducatif du colonialisme français au Maghreb n'a donc qu'un rapport lointain avec la « mission civilisatrice » dont la France se targuait pour justifier sa mainmise politique et économique sur la région. En fait, « l'œuvre scolaire » de ce colonialisme n'a jamais pu dépasser le postulat de l'infériorité de l'indigène. Le bilan infirme en tout cas la thèse largement répandue dans certains cercles en France et ailleurs selon laquelle ce bilan serait, malgré tout, « globalement positif ».

I-Taux d'analphabétisme

L'analphabétisme correspond, selon l'ancienne définition de l'UNESCO, à l'incapacité de « lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne ». Cela inclut, d'après cette définition, l'absence « de compétences de base en arithmétique ». En 1978, l'organisation internationale adopta le concept de l'*analphabétisme fonctionnel* selon lequel « une personne est analphabète du point de vue fonctionnel si elle ne peut se livrer à toutes les activités qui requièrent l'alphabetisme aux fins d'un fonctionnement efficace de son groupe ou de sa communauté et aussi pour lui permettre de continuer d'utiliser la lecture, l'écriture et le calcul pour son propre développement et celui de la communauté ». Si on doit appliquer strictement cette définition, le taux d'analphabétisme « fonctionnel » dépasserait allègrement le taux d'analphabétisme affiché officiellement.

La mesure de l'analphabétisme pose un certain nombre de problèmes sur lesquels il faut revenir sommairement. Pour les statisticiens, la population d'alphabètes se compose de deux populations, celle des scolarisés au moment du recensement ou de l'enquête et celle des individus sachant lire et écrire autres que les scolarisés. La population analphabète se déduit alors par différence entre population alphabète et population totale. Or les scolarisés ne sont pas tous alphabètes au sens que nous venons de voir. Assimiler l'analphabétisme à la scolarisation n'a pas beaucoup de sens dans ces conditions. Le deuxième est que les enquêteurs n'ont pas mission de vérifier l'alphabetisme des questionnés. Ils n'auraient d'ailleurs ni le temps ni les moyens de le faire. Le troisième est que la mesure de l'alphabetisme se base généralement sur les déclarations du chef de famille au moment du recensement ou de l'enquête. Le moins que l'on puisse dire est qu'il s'agit là d'une auto-évaluation, suspecte ou imprécise par définition.

Le raccordement des séries statistiques sur l'évolution de l'analphabétisme dans le long terme pose, lui aussi, un sérieux problème. En effet, les alphabètes d'aujourd'hui peuvent tout aussi bien être considérés au regard des critères d'hier comme des analphabètes et inversement. Il s'en suit qu'on ne peut tirer de l'évolution à long terme du taux d'analphabétisme national des conclusions qui soient véritablement objectives. La comparabilité des nos statistiques à l'international pose à son tour un sérieux problème. D'abord parce que le taux d'analphabétisme retenu sur le plan international concerne généralement la population âgée de 15 ans et plus alors que nos statistiques privilégient la population âgée de 10 ans et plus. Si l'on doit s'aligner sur cette population référentielle, le taux d'analphabétisme en Tunisie atteindrait 19,9% contre les 18,8% affichés par l'INS (16% environ sur le plan mondial). Ensuite parce que certains pays intègrent dans leurs statistiques les résultats de leur programme d'alphabetisation des adultes. Or ces résultats ne sont pas vérifiables parce que non soumis aux mêmes critères d'appréciation.

Le taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus, c'est-à-dire le rapport entre les effectifs des analphabètes âgés de 10 ans et plus et les affectifs de la population âgée de 10 ans et plus, serait de 18,8% en 2014 selon le RGPH. Il atteint 12,4% pour le sexe masculin et 25,0% pour le sexe féminin. Plus de 1,7 millions sont analphabètes en 2014 dont 1,16 millions de femmes. Nous sommes évidemment loin des 84,7% hérités du colonialisme, mais le taux de l'analphabétisme reste élevé malgré les efforts consentis depuis une soixante d'années.

Evolution du taux d'analphabétisme (10 ans et plus)

	1956	1966	1975	1984	1994	2004	2014
Hommes	74,5%	53,9%	42,3%	34,6%	21,3%	14,8%	12,4%
Femmes	96,0%	82,4%	67,9%	58,1%	42,3%	31,0%	25,0%
Global	84,7%	67,9%	54,9%	46,2%	31,7%	22,9%	18,8%

Source : INS

Les disparités hommes-femmes en 2014 sont relativement insignifiantes pour la classe d'âge 10-14 ans, le taux d'analphabétisme masculin enregistrant un taux de 1,4% contre 1,5% pour le taux féminin. Elles augmentent pour la classe d'âge 15-19 ans (2,5% pour les hommes contre 2,9% pour les femmes). Mais dès la classe d'âge 20-24 ans, les disparités entre sexes s'affirment davantage (3,2% contre 4,2%) pour dépasser allègrement un rapport de 1 à 2 pour la classe d'âge 35-39 ans (7,7% contre 17,7%). C'est seulement aux âges avancés que les disparités hommes-femmes régressent légèrement tout en restant significatives (71,5% contre 92,9% pour la classe d'âge 80 ans et plus).

Taux d'analphabétisme par âge et sexe en 2014

	M	F	M+F
10-14 ans	1,4%	1,5%	1,4%
15-19 ans	2,5%	2,9%	2,7%
20-24 ans	3,2%	4,2%	3,7%
25-29 ans	4,2%	7,1%	5,7%
30-34 ans	6,6%	13,1%	9,9%
35-39 ans	7,7%	17,7%	12,8%
40-44 ans	9,8%	25,4%	17,8%
45-49 ans	14,1%	34,3%	24,5%
50-54 ans	15,4%	37,6%	26,5%
55-59 ans	16,9%	45,3%	31,1%
60-64 ans	23,6%	58,0%	40,8%
65-69 ans	35,1%	68,4%	52,3%
70-74 ans	50,0%	83,7%	67,3%
75-79 ans	59,8%	89,8%	75,1%
80 ans et plus	71,5%	92,9%	82,6%
TOTAL	12,4%	25,0%	18,8%

Tableau confectionné à partir des données de l'INS

Les disparités par gouvernorat nous éclairent davantage sur le déséquilibre humain et culturel de l'espace national. A l'instar des autres indicateurs socioéconomiques, le taux d'analphabétisme baisse sensiblement en allant du littoral vers les régions de l'intérieur. Les taux d'analphabétisme les moins élevés ont été enregistrés dans trois gouvernorats du District de Tunis (Ben Arous, Tunis, l'Ariana) ; à Monastir et Sousse ; les plus élevés dans les gouvernorats du Nord-Ouest et du Centre Ouest (Kairouan d'abord, ensuite Jendouba, Kasserine, Siliana et Sidi Bouzid). Les gouvernorats du Sud se distinguent par un taux d'analphabétisme peu éloigné de la moyenne nationale (18,8%). Bien mieux, Tozeur affiche un taux de 14,9% inférieur à celui de Sfax (16,5%) par exemple ou de Manouba (16,7%).

Taux d'analphabétisme par sexe et gouvernorat en 2014

	Hommes	Femmes	Ensemble
TUNIS	6,3%	15,0%	10,6%
ARIANA	6,9%	14,6%	10,7%
BEN AROUS	5,8%	14,4%	10,1%
MANOUBA	11,0%	22,4%	16,7%
NABEUL	10,1%	20,0%	15,0%
ZAGHOUAN	18,2%	34,4%	26,4%
BIZERTE	14,8%	25,9%	20,3%
BEJA	21,8%	36,8%	29,4%
JENDOUBA	22,4%	41,2%	32,1%
LE KEF	17,0%	34,8%	26,1%
SILIANA	21,3%	40,1%	31,0%
SOUSSE	8,2%	18,1%	13,2%
MONASTIR	6,9%	15,7%	11,3%
MAHDIA	13,0%	30,0%	21,9%
SFAX	10,3%	22,7%	16,5%
KAIROUAN	23,5%	41,7%	32,9%
KASSERINE	22,9%	40,9%	32,0%
SIDI BOUZID	19,3%	38,8%	29,2%
GABES	11,1%	23,9%	17,7%
MEDENINE	9,8%	21,3%	15,8%
TATAOUINE	11,0%	24,4%	18,2%
GAFSA	12,0%	26,3%	19,3%
TOZEUR	9,4%	20,1%	14,9%
KEBILI	12,4%	24,7%	18,7%
Total	12,4%	25,0%	18,8%

Tableau confectionné à partir des données de l'INS

Toutefois, le différentiel entre sexes à Tozeur dépasse le rapport de 1 à 2 constaté au niveau national. En effet, le taux d'analphabétisme du sexe masculin s'est situé dans ce gouvernorat à 9,4% contre 20,1% pour le sexe féminin. C'est aussi le cas dans le District de Tunis renommé pour détenir le record du plus bas taux global d'analphabétisme ou de

Monastir. Le paradoxe est que le différentiel entre sexes est moindre relativement dans les gouvernorats ayant enregistré les taux globaux d'analphabétisme les plus élevés. Ainsi Kairouan enregistre un taux masculin d'analphabétisme de 23,5% contre 41,7% pour le sexe féminin. Nous verrons plus loin si les taux de scolarisation par gouvernorat peuvent nous donner une explication satisfaisante à ce phénomène.

Comme il est attendu, la ruralité joue dans ce domaine un rôle important. En effet, le taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus dans le milieu non communal s'élève en 2014 à 32,2% contre 12,5% dans le milieu communal. La disparité entre milieu n'a pas diminué avec le temps et en tout cas pas suffisamment comme on le constate dans le tableau ci-dessous.

Evolution du taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus par milieu

	1994	2004	2014
Communal	22,8%	16,2%	12,5%
Non communal	46,2%	35,5%	32,2%
Global	31,7%	23,3%	18,8%

Source : INS

Toutefois, les résultats du RGPH 2014 montrent que les gouvernorats dans lesquels la population âgée de 10 ans et plus est totalement communale (Tunis et Monastir) n'ont pas le plus bas taux d'analphabétisme. Le gouvernorat de Ben Arous enregistre un taux d'analphabétisme de 10,1% contre respectivement 10,6% et 11,3% pour les deux gouvernorats indiqués précédemment. L'explication tient au fait que le gouvernorat de Ben Arous réalise dans le milieu communal de meilleurs résultats et cela concerne aussi bien le sexe masculin (4,9% contre 6,3% pour Tunis) que le sexe féminin (13,0% contre 15,1% pour Tunis).

S'agissant du milieu non communal, les taux d'analphabétisme les plus élevés sont enregistrés à Kairouan (42,3%) suivi de Kasserine (40,4%) ; Béja et Jendouba (39,1%) ; Siliana (38,6%) ; Le Kef (35,9%) ; Siliana (38,6%) ; Gafsa (34,3%) et Sidi Bouzid et Bizerte (34,1%). Si on observe les taux les plus élevés enregistrés par le sexe féminin dans le milieu non communal, l'ordre que l'on vient d'établir ne varie pas beaucoup. En effet, les gouvernorats ayant enregistré les taux d'analphabétisme féminin dans le milieu non communal sont : Kairouan (52,3%) ; Kasserine (50,3%) ; Siliana (49,4%) ; Jendouba (49,1%) ; Béja (48,4%) ; Le Kef (46,9%) ; Sidi Bouzid (44,9%) ; Gafsa (44,3%) ; Zaghouan (44,1%) et Bizerte (42,1%).

Le taux d'analphabétisme par gouvernorat, milieu et sexe en 2014

	Milieu communal			Milieu non communal		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
TUNIS	6,3%	15,1%	10,6%	-	-	-
ARIANA	6,8%	14,1%	10,4%	8,4%	18,3%	13,3%
BEN AROUS	4,9%	13,0%	9,0%	14,7%	30,0%	22,2%
MANOUBA	9,6%	19,8%	14,7%	15,5%	31,3%	23,3%
NABEUL	7,1%	15,3%	11,2%	16,4%	30,2%	23,2%
ZAGHOUAN	10,6%	22,1%	16,4%	24,2%	44,1%	34,3%
BIZERTE	8,7%	18,0%	13,4%	26,5%	42,1%	34,1%
BEJA	11,6%	22,9%	17,3%	29,8%	48,4%	39,1%
JENDOUBA	9,2%	23,8%	16,7%	28,5%	49,1%	39,1%
LE KEF	10,9%	25,9%	18,5%	24,9%	46,9%	35,9%
SILIANA	13,3%	27,9%	20,8%	27,3%	49,4%	38,6%
SOUSSE	5,8%	14,8%	10,3%	18,9%	33,7%	26,3%
MONASTIR	6,9%	15,9%	11,4%	-	-	-
MAHDIA	8,0%	20,8%	14,5%	17,5%	38,1%	28,4%
SFAX	6,1%	15,0%	10,6%	17,8%	36,2%	27,0%
KAIROUAN	9,8%	22,6%	16,3%	31,5%	52,3%	42,3%
KASSERINE	14,2%	29,9%	22,2%	30,1%	50,3%	40,4%
SIDI BOUZID	9,1%	23,1%	16,1%	23,1%	44,9%	34,1%
GABES	8,0%	18,4%	13,3%	19,0%	37,0%	28,5%
MEDENINE	7,9%	18,4%	13,3%	17,6%	32,4%	25,6%
TATAOUINE	10,4%	20,8%	16,3%	14,9%	30,7%	23,5%
GAFSA	8,0%	20,2%	14,2%	23,5%	44,3%	34,3%
TOZEUR	7,8%	17,8%	13,0%	13,1%	25,9%	19,6%
KEBILI	9,9%	22,7%	16,4%	15,3%	26,9%	21,3%

Tableau de l'auteur

Cependant, l'analphabétisme ne doit pas être confondu avec le lettrisme. L'illettrisme qualifie « la situation de personnes de plus de 16 ans qui, bien qu'ayant été scolarisées, ne parviennent pas à lire et comprendre un texte portant sur des situations de leur vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à écrire pour transmettre des informations simples. Pour certaines personnes, ces difficultés en lecture et écriture peuvent se combiner, à des degrés divers, avec une insuffisante maîtrise d'autres compétences de base comme la communication orale, le raisonnement logique, la compréhension et l'utilisation des nombres et des opérations, la prise de repères dans l'espace et dans le temps, etc. ». Si l'on observe strictement cette définition, bon nombre de ceux que les statisticiens rangent parmi les alphabètes peuvent tout aussi bien être considérés comme des analphabètes ou des illettrés.

II-Taux de scolarisation

Le RGPH 2014 indique que le taux global de scolarisation 6-14 ans a atteint 95,8% en 2014 contre 95,1% en 2004 et 86,2% en 1994. Le taux de scolarisation 6-14 ans est calculé à partir de la population totale scolarisée âgée de 6 à 14 ans par rapport à la population totale du pays âgée de 6 à 14 ans. Il est évidemment question ici de taux net de scolarisation et non pas de taux brut, le taux brut pouvant être supérieur à 100% en raison, notamment, de l'incidence de la scolarisation d'enfants plus jeunes ou plus vieux que l'âge normal prescrit.

Le taux global de scolarisation n'a pas cessé d'augmenter après l'Indépendance passant de près de 29% en 1955-56 à 71% en 1967-68 et à 86,2% en 1994 et à 95,8% en 2014. Il s'est stabilisé pour la période 2004-2014 entre 95 et 96% après avoir enregistré des bonds significatifs par genre et par milieu depuis 1956. Le taux global de scolarisation des enfants de 6 ans aurait atteint 99,5% en 2015-2016 ; 99,1% pour la tranche d'âge 6-11 ans dont 99,2% pour les filles ; 94,3% pour la tranche d'âge 6-16 ans dont 95,7% pour les filles ; 81,2% pour la tranche d'âge 12-18 ans dont 85,9% pour les filles.

Taux de scolarisation 6-14 ans en %

Année	1994	2004	2014
-Masculin	89,0	95,5	95,7
-Féminin	83,2	94,7	95,9
-Global	86,2	95,1	95,8
-Milieu communal	92,2	96,8	97,7
-Milieu non communal	77,8	89,3	92,2
-Global	86,2	95,1	95,8

Source : INS

L'avancée constatée par le RGPH 2014 entre 1994 et 2014 a touché principalement le milieu non communal et le sexe féminin. Le taux de scolarisation dans le milieu non communal est passé de 77,8% en 1994 à 89,3% en 2004 et à 92,2% en 2014. Au cours de la même période, le taux de scolarisation des filles est passé de 83,2% en 1994 à 94,7% en 2004 et à 95,9% en 2014.

L'évolution au cours des quinze dernières années du taux de scolarisation par âge ou classe d'âge révèle l'incidence de la déperdition scolaire qui touche l'ensemble de la population scolarisable. En effet la population 12-18 ans accuse une chute significative du taux de scolarisation celui-ci passant de 99,1% pour les 6 ans à 97,0% pour les 6-11 ans et à 68,4% pour les 12-18 ans à l'année scolaire 1998-99. Lors de l'année scolaire 2013-2014, le taux net de scolarisation des garçons comme des filles s'est situé à 99,5%. Il passe à 80,6% pour l'ensemble des deux sexes. On enregistre par contre un taux net de scolarisation de 85,2% des filles pour les 12-18 ans contre 80,6% seulement pour les garçons de la même tranche d'âge. Cela semble indiquer une déperdition scolaire touchant davantage les garçons que les filles.

Evolution des taux nets de scolarisation 1998-2014

	1998-1999		2003-2004		2008-2009		2013-2014	
	Total	dont filles						
Taux net de scolarisation 6 ans	99,1	99,1	99,0	99,0	99,2	99,2	99,5	99,5
Taux net de scolarisation 6-11 ans	97,0	96,8	96,9	97,0	97,7	98,0	99,0	99,1
Taux net de scolarisation 12-18 ans	68,4	68,0	75,4	77,5	75,4	78,9	80,6	85,2

Source : INS

Cependant, des disparités subsistent entre sexe, milieu et gouvernorat. En 2014, le taux global de scolarisation 6-14 ans oscille entre 98,4% à l'Ariana et 89,7% à Kasserine. Ce sont les deux gouvernorats extrêmes. Le taux féminin pour les mêmes âges oscille entre 98,8% à l'Ariana et 89,2% à Kasserine. La moyenne nationale se situe à 97,6% pour le milieu communal contre 92,% pour le milieu non communal.

Taux de scolarisation 6-14 ans par gouvernorat, sexe et milieu en 2014

	Milieu communal			Milieu non communal			Total milieux		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
TUNIS	97,9%	98,1%	98,0%	-	-	-	97,9%	98,1%	98,0%
ARIANA	98,1%	98,9%	98,5%	96,8%	98,3%	97,5%	98,0%	98,8%	98,4%
BEN AROUS	97,9%	98,2%	98,1%	94,9%	94,6%	94,8%	97,6%	97,9%	97,8%
MANOUBA	97,8%	98,5%	98,2%	96,4%	96,7%	96,5%	97,5%	98,0%	97,7%
NABEUL	97,2%	98,0%	97,6%	94,5%	95,1%	94,8%	96,3%	97,1%	96,7%
ZAGHOUAN	96,3%	98,1%	97,2%	92,9%	93,3%	93,1%	94,4%	95,4%	94,9%
BIZERTE	97,2%	98,2%	97,7%	93,5%	93,2%	93,4%	95,9%	96,5%	96,2%
BEJA	97,5%	98,7%	98,1%	94,1%	94,8%	94,4%	95,6%	96,5%	96,0%
JENDOUBA	98,2%	97,7%	97,9%	92,9%	91,6%	92,3%	94,5%	93,4%	94,0%
LE KEF	97,3%	98,4%	97,8%	92,8%	93,8%	93,3%	95,2%	96,3%	95,8%
SILIANA	97,6%	98,4%	98,0%	92,2%	93,2%	92,6%	94,4%	95,3%	94,8%
SOUSSE	97,5%	97,1%	97,3%	93,4%	93,1%	93,3%	96,7%	96,3%	96,5%
MONASTIR	96,4%	97,5%	96,9%	-	-	-	96,4%	97,5%	96,9%
MAHDIA	96,8%	97,5%	97,2%	93,5%	92,3%	92,9%	95,0%	94,6%	94,8%
SFAX	97,2%	97,9%	97,5%	92,4%	91,7%	92,0%	95,3%	95,4%	95,4%
KAIROUAN	97,3%	98,2%	97,8%	89,2%	88,1%	88,6%	91,9%	91,4%	91,7%
KASSERINE	95,4%	96,0%	95,7%	86,5%	84,3%	85,5%	90,1%	89,2%	89,7%
SIDI BOUZID	96,7%	97,6%	97,1%	88,9%	89,1%	89,0%	91,0%	91,4%	91,2%
GABES	97,5%	98,2%	97,8%	94,4%	93,9%	94,2%	96,6%	96,9%	96,7%
MEDENINE	97,0%	97,7%	97,3%	93,2%	94,7%	93,9%	96,2%	97,0%	96,6%
TATAOUINE	97,3%	98,2%	97,7%	96,1%	95,1%	95,6%	96,8%	97,0%	96,9%
GAFSA	97,8%	97,9%	97,9%	92,8%	92,4%	92,6%	96,5%	96,4%	96,4%
TOZEUR	98,1%	98,0%	98,0%	96,1%	96,5%	96,3%	97,5%	97,5%	97,5%
KEBILI	97,8%	98,8%	98,3%	96,9%	97,1%	97,0%	97,4%	98,0%	97,7%
Total	97,4%	97,9%	97,6%	92,2%	91,8%	92,0%	95,6%	95,8%	95,7%

Tableau confectionné à partir des données de l'INS

Ces résultats doivent tout de même être « tempérés » en fonction de certains paramètres. Le taux d'abandon dans l'enseignement primaire est passé de 5,3 en 1984-85 à 6,9% en 1990-91 à 1,7% seulement en 2004-2005 et à 1,04% en 2014-2015. Au cours de la période 1984-85/ 2014-2015, le taux d'abandon des garçons est passé de 5,0% à 1,19% alors que le taux d'abandon des filles est passé de 5,8% à 0,88% seulement. Entre-temps, le taux d'abandon des garçons dans l'enseignement secondaire est passé de 8,3% à 15,3% alors que celui des filles est passé de 6,6% à 11,1%. Les deux taux sont en hausse, mais le taux d'abandon des filles reste tout de même inférieur à celui des garçons.

Taux d'abandon en %

	1984-1985			1990-1991			2004-2005			2014-2015		
	Garçons	Filles	Ensemble									
Enseignement primaire	5,0	5,8	5,3	7,1	6,8	6,9	1,9	1,4	1,7	1,19	0,88	1,04
Enseignement secondaire	8,3	6,6	7,6	13,4	9,5	11,6	15,3	10,6	12,7	15,3	11,1	12,8

Source : MEN

L'abandon scolaire « masculin » transparait dans l'évolution à long terme des effectifs scolaires par genre (enseignement public). Pour la période 1985-2016, les effectifs masculins dans le primaire et le cycle préparatoire général ou équivalent restent supérieurs aux effectifs féminins. Mais dès l'année scolaire, 1994-95, ils deviennent inférieurs aux effectifs féminins alors que les effectifs par genre aux âges « scolarisables » sont quasiment égaux.

Evolution des effectifs scolaires par niveau et sexe

	1984/1985	1989/1990	1994/1995	1999/2000	2004/2005	2010/2011	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
Enseignement primaire										
Garçons	315945	305308	313428	292149	232455	182239	180754	183115	185563	186233
Filles	206765	216356	250002	252481	207246	165230	164198	166326	168357	169956
Total	522710	521664	563430	544630	439701	347469	344952	349441	353920	356189
% filles	39,6%	41,5%	44,4%	46,4%	47,1%	47,6%	47,6%	47,6%	47,6%	47,7%
Cycle préparatoire général										
Garçons	111082	148089	208099	281576	291419	236524	233302	230574	231374	236110
Filles	78563	119296	185980	273538	284669	232935	229739	227966	229218	233187
Total	189645	267385	394079	555114	576088	469459	463041	458540	460592	469297
% filles	41,4%	44,6%	47,2%	49,3%	49,4%	49,6%	49,6%	49,7%	49,8%	49,7%
Enseignement secondaire										
Garçons	84415	103192	134068	162341	220582	197290	185196	177718	171522	174405
Filles	57183	87237	134075	190793	288208	269649	260363	251187	244597	249646
Total	141598	190429	268143	353134	508790	466939	445559	428905	416119	424051
% filles	40,4%	45,8%	50,0%	54,0%	56,6%	57,7%	58,4%	58,6%	58,8%	58,9%

Cependant, les taux de scolarisation ne suffisent pas à apprécier les performances d'un système éducatif. Il y a, par rapport aux tranches d'âge directement concernées par les taux, un avant et un après.

S'agissant de l'éducation préscolaire, élément jugé déterminant quant à la réussite de la scolarité dans son ensemble, le taux de couverture en la matière, c'est-à-dire le nombre d'enfants âgés de 5-6 ans accédant à une année préparatoire en pourcentage de la population d'enfants de la tranche d'âge considérée, aurait atteint, selon le Ministère de l'Education Nationale, près de 84,2% à l'année scolaire 2012/2013 alors qu'il n'était que de 11,3% à l'année scolaire 2001/2002. Une corrélation s'est établie entre ce taux et le taux des nouveaux élèves inscrits en 1^{er} année du 1^{er} cycle de l'école de base ayant suivi l'année préparatoire. Ainsi, 77,8% des nouveaux inscrits dans le système scolaire en 2012/2013 ont suivi les cours de l'année préparatoire.

C'est au niveau régional que le bât blesse. Le pourcentage des nouveaux inscrits en 1^{er} année de l'école base ayant suivi les cours de l'année préparatoire en 2012/2013 passe de 96,8% à Tunis 2 à 44,2% seulement à Kasserine. La moyenne nationale étant de 77,8% en 2012/2013, certains gouvernorats se classent bien en au-dessous de cette moyenne. C'est le cas de Kairouan (54,6%); Sidi Bouzid (64,7%); Siliana (67,7%); Zaghuan (70,3%). A l'inverse, certains gouvernorats se classent au dessus. Il s'agit, par ordre, de Monastir (93,3%); Ben Arous (91,3%); Gabès (91,0%); Tozeur (90,7%); Kébili (89,5%) ou l'Ariana (88,0%).

Les taux que l'on vient d'évoquer sont-ils suffisants pour expliquer le pendant (taux de promotion et de redoublement) et l'après (taux de réussite au baccalauréat) ? Certes pas, il n'en demeure pas moins établi que le fait de n'avoir pas suivi un enseignement préscolaire fait augmenter la probabilité de faible performance chez les élèves d'un milieu socioéconomique défavorisé que chez les élèves d'un milieu socioéconomique favorisé.

Le taux de promotion du 1^{er} cycle de l'école de base publique (nombre de nouveaux élèves inscrits dans une année d'étude donnée exprimé en % de l'effectif de l'année d'étude précédente pour l'année scolaire précédente) s'est situé sur le plan national à 91,5% pour l'année scolaire 2011/2012. Il s'est situé à 96,7% à Tunis 2 et 85,3% à Kasserine. Les extrêmes restent les mêmes. Mais des bouleversements ont affecté les régions par rapport aux taux évoqués plus haut. Kébili (91,2%) et Gabès (90,3%) descendent sous la moyenne nationale du taux de promotion (91,5%) alors que Tunis 2 maintient son rang (première). Le taux de redoublement est encore le plus bas à Tunis 2 (3,1%) et le plus élevés à Kasserine (12,1%), la moyenne nationale se situant à 7,5% pour l'année scolaire considérée 2011/2012.

Le taux de promotion dans le 2^{ème} cycle de l'EB général et technique public a atteint 73,4% en l'année scolaire 2011/2012. Les taux de promotion les plus faibles ont été enregistrés au niveau de la 7^{ème} année de base. Tunis 2 n'enregistre qu'un taux de

promotion de 73,2% laissant sa place de leader à Tunis 1 (79,5%). Manouba qui ne figurait pas dans le peloton de tête au niveau du taux de promotion du 1^{er} cycle de l'école de base se classe cette fois-ci au second rang (77,5%) suivi de Béja (77,0%), Sfax 1 (76,7%), Siliana (75,8%), Jendouba (75,4%). Paradoxalement, Sfax 2 se classe en dernière position (66,3%) en compagnie de Mahdia (68,8%), Kébili (69,0%). Le taux de redoublement sur le plan national pour les trois années du cycle s'est situé pour la même année scolaire à 17,3%. Il atteint 21,8% à Kébili ; 19,1% à Mahdia ; 19,0% à Sousse ; 18,9% à Tozeur contre 15,2% (la moyenne la plus faible en dehors de Béja) à Tunis 1 et 15,5% à Tunis2. Il y a dans ce constat des éléments qui appellent à la vigilance et à la réflexion d'autant que les taux de promotion et de redoublement de l'enseignement secondaire viennent à les « réajuster » dans un ordre tout à fait différent.

Le taux de promotion dans l'enseignement secondaire public en 2011/2012 atteint 71,3% comme nationale pour l'année scolaire considérée. Sfax 1 (78,6%) et Sfax 2 (77,2%) s'y distinguent ainsi que Manouba (74,4%), Sousse (74,3%) et l'Ariana (73,9%). Par contre, Tataouine (65,7%), Jendouba (65,8%), Zaghouan (65,9%), Béja (66,0%) et Kébili (66,7%) reculent par rapport à l'ordre précédent concernant le 1^{er} cycle. Pour sa part, le taux de redoublement national du secondaire établi pour la même année scolaire à 16,8% connaît des variations globalement cohérentes par rapport au taux de promotion. Kébili se classe au premier rang au niveau du redoublement (21,3%) suivi de Jendouba (21,1%), Kasserine et Béja (20,1%), Siliana (19,0%) et même Tozeur (17,7%). Le taux de redoublement est faible à Sfax 2 (11,4%), Sfax 1 (14,0%), Tunis 1 (14,1%), Tunis 2 (14,6%) et Manouba (14,8%).

Le taux national d'abandon dans le 1^{er} cycle de l'école de base s'est situé en 2011/2012 à 1%. Certains gouvernorats comme Ben Arous et l'Ariana ont enregistré un taux de 0,0%. D'autres ont dépassé 2,0% comme Kasserine (2,6%) et Kairouan. Mais dans l'ensemble, le taux d'abandon du primaire reste bas dans la majorité des gouvernorats. Le taux national d'abandon dans le 2^{ème} cycle de l'école de base général et technique s'élève pour l'année scolaire considérée à 9,3%. Près du dixième de la population scolarisée n'arrive donc pas à franchir la barrière séparant le 2^{ème} cycle l'école de base de l'enseignement secondaire. Curieusement Sfax 2 s'y distingue avec un taux d'abandon de 15,3% suivi de Mahdia (12,1%) et de Tunis 2 (11,3%). Tout se passe comme si ces zones élaquent leurs élèves en difficulté pour améliorer leur taux de réussite au baccalauréat.

Le taux d'abandon le plus élevé dans l'enseignement secondaire public est enregistré à Zaghouan (15,7%) suivi de Tataouine (15,4%) ; Béja (14,0%) ; Ben Arous (13,6%). Son niveau le plus faible est enregistré à Sfax 1 (7,4%) ; Tunis 1 (9,1%) ; Sousse et l'Ariana (10,7%) ; Manouba (10,9%) et Monastir (11,3%). Quelques régions détonnent dans le classement établi dans le tableau ci-dessous. Ben Arous dont le taux d'abandon dans le 1^{er} cycle de l'école de base est égal à zéro voit son taux d'abandon s'élever à 7,5% dans le second cycle de l'école de base pour atteindre 13,6% dans l'enseignement secondaire.

A l'inverse, Tunis 2 garde le même taux d'abandon ou presque en passant du 2^{ème} cycle de l'école de base au secondaire.

Taux de promotion, redoublement et abandon 2011/2012 (moyenne des années)

	1 er cycle de l'école de base			Second cycle de l'école de base général et technique			Enseignement secondaire		
	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux d'abandon	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux d'abandon	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux d'abandon
TUNIS I	94,9%	4,1%	1,0%	79,5%	15,2%	5,3%	76,8%	14,1%	9,1%
TUNIS II	96,7%	3,1%	0,3%	73,2%	15,5%	11,3%	73,7%	14,6%	11,8%
ARIANA	96,5%	3,5%	0,0%	75,2%	17,3%	7,5%	73,9%	15,5%	10,7%
BEN AROUS	96,5%	3,5%	0,0%	75,0%	16,8%	8,3%	68,7%	17,7%	13,6%
MANOUBA	95,2%	4,7%	0,1%	77,5%	16,1%	6,4%	74,4%	14,8%	10,9%
NABEUL	93,8%	5,9%	0,3%	72,1%	17,5%	10,4%	71,5%	15,9%	12,6%
ZAGHOUAN	91,5%	8,2%	0,3%	73,9%	16,1%	10,0%	65,9%	18,4%	15,7%
BIZERTE	93,8%	5,6%	0,6%	72,7%	17,2%	10,1%	72,6%	14,9%	12,5%
BEJA	92,3%	6,4%	1,3%	77,0%	14,2%	8,9%	66,0%	20,1%	14,0%
JENDOUBA	92,2%	6,4%	1,4%	75,4%	16,0%	8,6%	65,8%	21,1%	13,1%
LE KEF	92,6%	6,1%	1,3%	74,4%	18,7%	6,9%	68,1%	19,0%	12,9%
SILIANA	90,1%	8,3%	1,6%	75,8%	15,9%	8,4%	69,3%	19,0%	11,7%
SOUSSE	92,2%	7,7%	0,2%	72,4%	19,0%	8,6%	74,3%	15,0%	10,7%
MONASTIR	91,8%	7,7%	0,5%	73,9%	17,6%	8,5%	72,0%	16,7%	11,3%
MAHDIA	87,7%	11,0%	1,3%	68,8%	19,1%	12,1%	70,3%	16,7%	13,0%
SFAX I	91,1%	8,7%	0,2%	76,7%	17,9%	5,4%	78,6%	14,0%	7,4%
SFAX II	88,9%	9,6%	1,5%	66,3%	18,4%	15,3%	77,2%	11,4%	11,4%
KAIROUAN	85,9%	11,9%	2,2%	71,5%	18,2%	10,3%	71,5%	16,3%	12,2%
KASSERINE	85,3%	12,1%	2,6%	71,7%	17,9%	10,5%	67,2%	20,1%	12,7%
SIDI BOUZID	88,4%	10,0%	1,6%	71,9%	17,0%	11,1%	68,7%	17,9%	13,4%
GABES	90,3%	8,9%	0,8%	74,6%	16,3%	9,1%	68,6%	18,9%	12,5%
MEDENINE	90,0%	8,8%	1,2%	70,9%	18,1%	11,0%	70,3%	17,6%	12,1%
TATAOUINE	87,7%	11,2%	1,1%	71,2%	17,7%	11,2%	65,7%	18,9%	15,4%
GAFSA	92,6%	6,7%	0,6%	74,9%	17,0%	8,1%	68,6%	18,8%	12,6%
TOZEUR	92,2%	7,0%	0,8%	72,4%	18,9%	8,7%	70,2%	17,7%	12,1%
KEBILI	91,2%	7,5%	1,2%	69,0%	21,8%	9,2%	66,7%	21,3%	12,0%
NATIONAL	91,5%	7,5%	1,0%	73,4%	17,3%	9,3%	71,3%	16,8%	11,9%

Tableau confectionné à partir des données du MEN

Tout semble se passer comme si certains gouvernorats ou zones élaguent, volontairement ou non, leurs élèves en difficulté pour améliorer leur taux de réussite au baccalauréat. Sfax 2 dont le taux d'abandon au secondaire s'est élevé 11,4% enregistre un taux de réussite au bac 2012 de 73,7% (le premier rang). Mahdia dont le taux d'abandon au secondaire s'est élevé (13,0%) enregistre un taux de réussite au bac 2012 de 64,8% (5^{ème} rang). Il est vrai que Sfax 1 tient son rang : le plus faible taux d'abandon du secondaire (7,4%) et la deuxième place au niveau du taux de réussite au bac (72,0%).

III-Population âgée de 10 ans et plus selon le niveau d'instruction

Selon le RGPH 2014, la population âgée de 10 ans et plus sans niveau d'instruction représente près de 19,0% de la population totale considérée. Elle représentait 46,2% en 1984 ; 31,7% en 1994 et 23,1% en 2004. A l'inverse, la part de la population âgée de 10 ans et plus d'un niveau supérieur d'instruction dans la population totale considérée n'a pas cessé d'augmenter depuis pour passer de 2,4% en 1984 à 3,8% en 1994 à 7,9% en 2004 et 12,9% en 2014. Au cours de la période 1984-2014, la part de la population du niveau primaire d'instruction est passée de 34,2% à 32,8% alors que celle du niveau secondaire dans la population de référence est passée de 17,2% à 35,3%.

Population 10 ans et plus selon le niveau d'instruction en %

Niveau d'instruction	1966	1984	1994	2004	2014
Néant	63,4	46,2	31,7	23,1	19,0
Primaire	30,7	34,2	40,2	37,0	32,8
Secondaire	4,4	17,2	24,3	32,0	35,3
Supérieur	0,5	2,4	3,8	7,9	12,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INS

En 2014, la part de la population du niveau supérieur d'instruction dans la population totale âgée de 10 ans et plus diffère sensiblement selon le milieu. Elle est de 16,4% dans le milieu communal et de 5,0% dans le milieu non communal. A l'intérieur du même milieu, la différence entre sexes ne semble pas significative. En effet, la part de la population du niveau supérieur d'instruction dans la population de référence est de 16,4% pour les hommes et de 16,5% pour les femmes dans le milieu communal. Elle est de 5,0% pour les hommes et de 5,1% pour les femmes dans le milieu non communal.

La part de la population sans niveau d'instruction dans la population âgée de 10 ans et plus passe de 12,5% dans le milieu communal à 32,2% dans le milieu non communal. Mais il existe sur ce plan des différences notables entre sexes au sein du même milieu. En effet, la part de la population sans niveau d'instruction s'élève dans le milieu communal à 7,5% pour les hommes et 17,4% pour les femmes dans le milieu communal. Elle passe de 22,9% pour les hommes à 41,3% pour les femmes dans le milieu non communal.

La part de la population du niveau primaire d'instruction et équivalent dans la population totale âgée de 10 ans et plus est de 32,5% sur le plan national. Elle se situe à 30,8% dans le milieu communal et à 36,3% dans le milieu non communal. Le RGPH 2014 indique qu'il existe peu de différences à cet égard entre sexes puisque cette part est de 29,1% dans le milieu communal contre 30,9% dans le milieu non communal. Par contre la part de la population masculine du niveau primaire dans la population correspondante passe de

32,4% dans le milieu communal à 41,8% dans le milieu non communal. La part de la population du niveau secondaire d'instruction et équivalent se situe à 35% en 2014. Elle s'élève à 42,7% pour les hommes et 36% pour les femmes dans le milieu communal pour passer à 29,5% pour les hommes et 22% pour les femmes dans le milieu non communal.

Répartition de la population âgée de 10 ans et plus en 2014 selon le niveau d'instruction, milieu et sexe

Niveau d'instruction	Milieu communal			Milieu non communal			Total milieu		
	Masc.	Fém.	Ens.	Masc.	Fém.	Ens.	Masc.	Fém.	Ens.
Rien	7,5%	17,4%	12,5%	22,9%	41,3%	32,2%	12,4%	25,1%	18,8%
Primaire et 1 ^{er} cycle école de base	32,4%	29,1%	30,8%	41,8%	30,9%	36,3%	35,4%	29,7%	32,5%
Secondaire et 2 ^{ème} cycle	42,7%	36,0%	39,3%	29,5%	22,0%	25,7%	38,5%	31,5%	35,0%
Supérieur	16,4%	16,5%	16,4%	5,0%	5,1%	5,0%	12,7%	12,8%	12,8%
Non déclaré	1,0%	1,0%	1,0%	0,8%	0,7%	0,8%	1,0%	0,9%	0,9%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau confectionné à partir des données INS

La part de la population du niveau secondaire d'instruction et équivalent dans la population totale est de 35%. Elle passe de 42,7% pour le sexe masculin à 36% pour le sexe féminin dans le milieu communal et de 29,5% pour les hommes à 22% pour les femmes dans le milieu non communal.

Les différences entre sexes et par milieu ne semblent pas être déterminantes s'agissant de la part de la population d'un niveau supérieur d'instruction dans la population concernée, mais elles existent notablement en ce qui concerne les sans niveau d'instruction et à un degré moindre les niveaux primaire et secondaire. La répartition de la population âgée de 10 ans et plus par niveau d'instruction et gouvernorat éclaire davantage l'impact du milieu dans cette répartition.

La population du niveau supérieur d'instruction représente 24,3% de la population âgée de 10 ans et plus dans le gouvernorat de l'Ariana (niveau le plus élevé) ; 22,4% à Tunis ; 18,5% à Ben Arous ; 14,9% à Sousse ; 13,1% à Monastir ; 12,5% à Sfax. Elle ne représente que 6,7% à Kairouan (le niveau le plus bas) ; 7,5% à Jendouba et Siliana ; 7,7% à Kasserine. On décèle dans ces répartitions l'effet du développement économique inégal par région, de la concentration de l'activité administrative et universitaire dans certaines zones et des flux migratoires internes qui ont joué un rôle additif non négligeable. Le District de Tunis et la région du Centre-Est réunissent à cet égard les conditions les plus favorables à une telle répartition.

A l'autre bout du spectre, on constate que la part de la population sans niveau d'instruction est de 32,9% du total de la population du gouvernorat à Kairouan (niveau le plus élevé) ; 32,1% à Kasserine et Jendouba ; 31,1% à Siliana ; 29,4% à Béja ; 29,2% à

Sidi Bouzid contre 10,2% à Ben Arous (niveau le plus bas) ; 10,7% à Tunis ; 10,8% à l'Ariana ; 11,4% à Monastir et 13,2% à Sousse.

De tels écarts n'existent cependant pas au primaire et secondaire. En effet, la part de la population du niveau primaire dans la population âgée de 10 ans et plus par région se situe entre 25,4% à Tunis (niveau le plus bas) et 38% à Mahdia (niveau le plus élevé). Près de 5,7 points séparent les sexes au niveau national : 35,4% pour les hommes contre 29,7% pour les femmes. Toutefois, la différence se réduit dans les gouvernorats de Ben Arous(1,3), Tunis(2,1), l'Ariana(2,5), Sousse et Monastir(4) et augmente sensiblement dans les gouvernorats de Siliana et Jendouba(11,2), Kairouan et le Kef(10,7), Sidi Bouzid (9,2). La tendance globale est similaire au niveau secondaire. La part de la population du niveau secondaire dans la population de référence est de 38,5% pour les hommes contre 31,5% pour les femmes (7 points de différence). Les écarts les plus élevés ont été observés à Gafsa (10,8), Sidi Bouzid et Kébili (9,3) ; les plus bas à l'Ariana (3,7), Nabeul (5,2) et Tunis (5,6).

Population âgée de 10 ans et plus par niveau d'instruction, gouvernorat et sexe en % en 2014

Niveau	Rien			Primaire, EB 1 ^{er} Cycle et équivalent			Secondaire, EB 2 ^{eme} Cycle et équivalent			Supérieur			Non déclaré		
	H	F	En	H	F	En	H	F	En	H	F	En	H	F	En
TUNIS	6,3%	15,0%	10,7%	26,4%	24,3%	25,4%	43,5%	37,9%	40,7%	22,9%	21,9%	22,4%	0,8%	0,9%	0,9%
ARIANA	7,0%	14,6%	10,8%	28,0%	25,5%	26,8%	39,6%	35,9%	37,7%	25,0%	23,6%	24,3%	0,5%	0,4%	0,4%
BEN AROUS	5,8%	14,5%	10,2%	28,6%	27,3%	28,0%	46,4%	39,4%	42,9%	18,7%	18,4%	18,5%	0,5%	0,5%	0,5%
MANOUBA	11,1%	22,4%	16,7%	35,8%	30,5%	33,2%	41,5%	34,2%	37,8%	11,3%	12,5%	11,9%	0,4%	0,4%	0,4%
NABEUL	10,1%	20,0%	15,0%	39,8%	34,4%	37,1%	38,3%	33,1%	35,7%	10,5%	11,3%	10,9%	1,3%	1,2%	1,3%
ZAGHOUAN	18,3%	34,5%	26,5%	36,8%	28,5%	32,6%	35,6%	27,9%	31,7%	8,1%	8,0%	8,0%	1,3%	1,1%	1,2%
BIZERTE	14,8%	25,9%	20,4%	37,0%	31,1%	34,1%	38,4%	32,4%	35,4%	9,2%	10,0%	9,6%	0,6%	0,5%	0,6%
BEJA	21,8%	36,8%	29,4%	35,8%	27,2%	31,4%	33,9%	27,1%	30,5%	7,6%	8,3%	8,0%	0,8%	0,7%	0,8%
JENDOUBA	22,5%	41,2%	32,1%	37,3%	26,1%	31,5%	32,6%	24,2%	28,3%	7,0%	8,0%	7,5%	0,6%	0,5%	0,6%
LE KEF	17,1%	34,9%	26,1%	39,8%	29,1%	34,4%	34,3%	26,4%	30,3%	8,2%	9,1%	8,6%	0,6%	0,6%	0,6%
SILIANA	21,4%	40,2%	31,1%	39,0%	27,8%	33,2%	32,1%	24,5%	28,2%	7,5%	7,5%	7,5%	0,0%	0,0%	0,0%
SOUSSE	8,2%	18,2%	13,2%	33,3%	29,4%	31,3%	41,0%	34,5%	37,7%	14,6%	15,2%	14,9%	2,9%	2,7%	2,8%
MONASTIR	6,9%	15,8%	11,4%	36,9%	33,0%	34,9%	42,3%	36,1%	39,2%	12,5%	13,7%	13,1%	1,4%	1,4%	1,4%
MAHDIA	13,0%	30,0%	21,9%	42,0%	34,3%	38,0%	35,6%	27,1%	31,2%	8,6%	7,9%	8,3%	0,7%	0,7%	0,7%
SFAX	10,4%	22,7%	16,6%	37,5%	32,1%	34,8%	37,9%	31,5%	34,7%	12,7%	12,3%	12,5%	1,5%	1,4%	1,4%
KAIROUAN	23,5%	41,7%	32,9%	39,6%	28,9%	34,1%	29,9%	22,7%	26,2%	6,8%	6,6%	6,7%	0,1%	0,1%	0,1%
KASSERINE	22,9%	40,9%	32,1%	35,3%	26,9%	31,0%	32,8%	24,6%	28,6%	8,3%	7,2%	7,7%	0,6%	0,5%	0,6%
SIDI BOUZID	19,4%	38,9%	29,2%	37,2%	28,0%	32,5%	34,2%	24,9%	29,5%	8,8%	7,8%	8,3%	0,5%	0,4%	0,4%
GABES	11,2%	24,0%	17,7%	38,4%	32,2%	35,2%	39,0%	30,9%	34,8%	10,4%	12,1%	11,3%	1,1%	0,9%	1,0%
MEDENINE	9,9%	21,5%	15,9%	40,0%	35,3%	37,6%	38,4%	30,9%	34,5%	10,1%	10,9%	10,5%	1,7%	1,3%	1,5%
TATAOUINE	11,1%	24,4%	18,2%	39,4%	34,7%	36,9%	39,2%	30,9%	34,8%	9,8%	9,5%	9,7%	0,5%	0,4%	0,5%
GAFSA	12,1%	26,3%	19,4%	33,5%	29,0%	31,2%	41,9%	31,1%	36,4%	12,0%	13,0%	12,5%	0,6%	0,6%	0,6%
TOZEUR	9,4%	20,1%	14,9%	41,4%	35,1%	38,2%	38,9%	32,4%	35,6%	10,0%	12,0%	11,0%	0,3%	0,3%	0,3%
KEBILI	12,5%	24,7%	18,7%	35,2%	29,7%	32,4%	40,9%	31,6%	36,2%	10,7%	13,4%	12,1%	0,6%	0,5%	0,6%
Total	12,4%	25,1%	18,8%	35,4%	29,7%	32,5%	38,5%	31,5%	35,0%	12,7%	12,8%	12,8%	1,0%	0,9%	0,9%

Tableau confectionné par l'auteur à partir des données du MEN

IV- indicateurs éducatifs complémentaires

4-1-Le taux d'achèvement d'un cycle d'études donné mesure la part des élèves terminant la dernière année de cycle dans l'effectif total d'élèves admis en 1^{ère} année du cycle considéré. Le taux d'achèvement du 1^{er} cycle de l'école de base se situe à 86,0% en l'année scolaire 2011/2012 ; celui du 2^{ème} cycle de l'école de base général et technique à 73,4% ; celui de l'enseignement secondaire à 53,7%. La moitié des élèves scolarisés seulement arrivent à achever leurs études secondaires. Ils étaient 5,5% à pouvoir le faire en 1975 (8,2% pour les garçons ; 2,8% pour les filles ; 6,7% en 1984 (8,1% pour les garçons ; 5,3% pour les filles) ; 11,4% en 1994 (11,1% pour les garçons ; 11,6% pour les filles) ; 29,1% en 2004 (23,3% pour les garçons ; 34,9% pour les filles).

De façon générale, les filles tirent mieux leur épingle du jeu que les garçons. Dans tous les cycles, le taux d'achèvement des études des filles est supérieur à celui des garçons. Dans le 1^{er} cycle de l'école de base, la différence n'est pas grande. Mais dès le 2^{ème} cycle de l'école de base, elle s'accroît au bénéfice des filles. En 2006-2007, le taux d'achèvement des garçons dans ce cycle est de 44,4% contre 65,2% pour les filles. Cinq ans plus tard, celui des garçons passe à 51% contre 69% pour les filles. 18 points les séparent en 2011/2012. Près de 8 points les séparent dans le secondaire en 2006/2007 ; plus de 15 points en 2011/2012. L'inversion des tendances au niveau du taux d'achèvement des études secondaires par sexe s'est donc produite en 1994. Elle n'a pas cessé de s'amplifier depuis.

Taux d'achèvement par cycle et sexe en (%)

	2006/2007			2011/2012		
	Masc.	Fém.	Ens.	Masc.	Fém.	Ens.
1 ^{er} cycle de l'école de base	83,2	88,7	86,0	88,9	92,5	90,8
2 ^{ème} cycle de l'école de base (1 EB et 2 EB)	44,4	65,2	54,3	51,0	69,0	60,7
Secondaire	46,2	62,2	54,8	45,3	60,6	53,7

Source : MEN

Jusqu'ici, rien de vraiment convaincant n'est venu expliquer ces différences, ni de la part des pédagogues, ni de la part des sociologues ou alors il faut croire que la gente masculine manque, soit de sérieux et de persévérance, soit de neurones, soit des deux à la fois. La thèse selon laquelle les jeunes femmes tunisiennes n'ont que l'école et l'université pour affirmer leur statut dans une société qui reste rétrograde malgré tout paraît comme simpliste ou simplificatrice à l'accès.

4-2 Disparités régionales

Les disparités régionales dans le domaine scolaire me paraissent constituer les limites et les dangers du système éducatif tunisien tel qu'il est. Outre l'état des lieux, inquiétant en lui-même, c'est la paralysie collective, politique et corporative à lui donner un cadre, une explication rationnelle et un vrai projet de rectification qui inquiète le plus. Il ne suffit pas de décréter que telle zone est inscrite dans les tablettes du Ministère de l'Éducation Nationale comme « prioritaire » pour que le problème se résolve. De l'implication des élèves et des parents, de la discipline au sein de l'espace éducatif, du nombre moyen d'élèves par classe, de l'ancienneté et de la « compétence » des enseignants, quel élément impacte-t-il le plus les disparités régionales ?

Les données fournies par le Ministère de l'Éducation nationales montrent en tout cas que :

- Les enseignants les plus expérimentés dans le 2^{ème} cycle de l'école de base et du secondaire se concentrent, à l'exception de Gabès et de Medenine, dans les gouvernorats du littoral. Si la moyenne nationale d'ancienneté est de 14,5 années ; Tunis1 se classe au premier avec 18,7 années suivi de Sfax1 (17,6), Tunis 2 et Sousse (17,2), Ben Arous (17,1) et Sfax 2 (17). Les derniers rangs sont occupés par Tataouine (9,4), Kasserine (10,1) et Kébili (10,9).
- La taille moyenne des élèves par classe dans le cycle préparatoire et secondaire est de 25,5 élèves par classe en 2015/2016 au plan national. Elle est de 26,8 élèves à Tunis1 ; 27,8 à Tunis2; 27,3 à Sfax2; 25,9 à Sfax1 et 27,2 à Sousse contre 22,1 à Tataouine ; 25 à Kasserine ; Kébili à (21,6), soit le niveau le plus bas. Cependant, le taux de réussite à l'examen du baccalauréat ne semble pas lié à la taille des classes. Sfax 1 enregistre un taux de réussite de 69,4% ; Sfax 2 (67,3%), Tunis1 (62,4%), et Sousse (62,7%) et ce en moyenne entre 2012 et 2015 (nous laissons volontairement les résultats du bac de 2011 en « quarantaine »). A l'inverse, Tataouine enregistre 22,1 élèves en moyenne par classe dans le cycle considéré tout en ayant un taux de réussite au bac de 42,2%. Il est de même avec Kébili avec un taux de réussite de 47,9%.
- Le budget du Ministère de l'Éducation nationale s'est élevé en 2015 à 3998,9 MD, soit 13,8% du Budget de l'État et 4,7% du PIB. Ces dépenses sont évidemment incluses dans les transferts sociaux, au même titre que les dépenses de compensation par exemple.

Le coût moyen de l'élève au premier cycle de l'enseignement de base s'est élevé en 2013 à 1069,1 dinars et à 2225,5 dinars dans le 2^{ème} cycle de l'école de base et de l'enseignement secondaire. Tenant compte des taux de promotion, de redoublement et d'achèvement des études, les régions dont les enfants réussissent mieux leur cursus scolaire tirent des dépenses publiques d'éducation des bénéficiaires très largement supérieures aux régions dont les enfants réussissent moins.

4-3 Performances des élèves tunisiens

Le programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA, Program for International Student Assessment) révèle dans son rapport de 2012 que les élèves tunisiens placés au dessus du niveau seuil de compétence dans toutes les matières ne représentent que 24,9% du total des élèves alors que les élèves peu performants représentent 39,4%. Dans les 64 pays couverts par l'enquête, la Tunisie se place aux derniers rangs. Le score moyen de l'élève tunisien en mathématiques est de 388 contre 494 en moyenne dans les pays de l'OCDE. Il est de 398 en sciences contre 501 et de 404 en compréhension de l'écrit contre 496.

Le point noir se situe au plan de la culture mathématique. Le pourcentage d'élèves peu performants en mathématiques est de 67,7% en Tunisie contre 23% en moyenne dans les pays de l'OCDE ; 42,0% en Turquie ; 46,3% dans les Emirats Arabes Unis. Les élèves tunisiens issus d'un milieu socioéconomique défavorisé représentent 80,9% du total des élèves tunisiens peu performants en mathématiques.

La part des élèves tunisiens peu performants en sciences atteint 55,3% en 2012. La Tunisie se classe ainsi dans les derniers rangs, en compagnie de l'Albanie, du Brésil, de la Colombie, du Qatar, du Pérou et de l'Indonésie ; loin de la moyenne des pays de l'OCDE (17,8%) ou du Vietnam (6,6%).

Le pourcentage des élèves tunisiens peu performants en compréhension de l'écrit serait de 49,3% en 2012. De mon point de vue, l'handicap que représente l'incompréhension de l'écrit est plus grave «comprendre l'écrit, c'est non seulement comprendre et utiliser des textes écrits, mais aussi réfléchir à leur propos. Cette définition implique la compréhension et l'utilisation de l'écrit mais aussi la réflexion à son propos à différentes fins. Cette capacité devrait permettre à chacun de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société ». Ce handicap s'ajoute à plusieurs autres handicaps frappant les élèves issus d'un milieu social défavorisé. C'est ce que relève le Rapport PISA.

Des générations entières de diplômés et de non diplômés du supérieur, de tout milieu et de toute région, s'avèrent dans l'incapacité de comprendre un texte, de l'interpréter correctement et d'établir « des liens entre ce qu'ils lisent et certaines de leurs connaissances, de leurs idées et de leurs expériences ». Quant à leur capacité d'écrire un texte charpenté et clair, chacun sait à quoi s'en tenir. **L'illettrisme culturel et politique qui s'est développé en Tunisie depuis des années est à l'évidence la conséquence directe de la faiblesse des élèves tunisiens en compréhension de l'écrit.**

Conclusion

Nul ne peut contester l'avancée formidable que la Tunisie a réalisée dans le domaine éducatif au cours de ces soixante dernières années. Mais la massification accélérée de l'enseignement à laquelle elle a été obligée de recourir pour réaliser cette avancée a fini par développer des effets pervers allant à l'encontre de l'équité et de la performance que l'on doit attendre de tout système éducatif dans un régime républicain digne de ce nom. Ces effets sont suffisamment parlants pour inciter l'Etat, les enseignants, les parents, les pédagogues et les syndicats à se convaincre que la Tunisie ne peut plus continuer sur cette voie suicidaire. Une réforme d'urgence s'impose donc et elle doit commencer par le niveau supérieur et la formation professionnelle sinon le chômage des diplômés du supérieur atteindra un taux dépassant très largement 50% dans la décennie à venir. Il serait absurde et totalement irresponsable de retarder indéfiniment la mise en œuvre de cette réforme au motif fallacieux que toute réforme de l'éducation doit commencer par le commencement c'est-à-dire l'école de base.

Tel qu'il est, le pays ne peut pas procéder à la réforme concomitante de tous les niveaux de l'enseignement. Il n'en a ni les moyens, ni le temps. Il lui faut donc faire un choix clair et ferme, et ce choix s'impose de lui-même, faute de quoi la Tunisie continuera à sacrifier des générations entières de diplômés et de non diplômés sur l'autel du corporatisme et de la bienséance.

En tout état de cause, la réforme de l'enseignement primaire et secondaire doit suivre son cours. Mais elle ne doit pas être réduite à l'aménagement des vacances scolaires et à la réfection des murs, mais toucher à l'essentiel, c'est-à-dire la quête de l'excellence et de l'équité sociale et régionale. S'agissant d'un problème chargé de passion au sujet duquel chaque partie avance masquée sans prendre en considération l'intérêt général et la sacralisation de l'école, le salut doit venir d'une prise de conscience salutaire et collective. Mais si ce n'est pas le cas, si le débat national sur la réforme du système éducatif continue à être parasité par des querelles secondaires ou dérisoires, si chaque partie campe sur ses positions, le devoir commande de passer outre et de tracer le chemin en faisant fi de tous les blocages, de tous les corporatismes et de toutes les idées reçues. L'avenir de la Tunisie, de sa jeunesse et de son développement est à ce prix.